

Nous avons élaboré, pour les années 80, un programme économique qui favorisera la dignité, créera des débouchés et assurera la sécurité.

Voilà donc ce qu'il concevait comme programme économique pour les années 80. Nous nous devons de demander maintenant au gouvernement ce qu'il en est de ce programme qui devait rehausser la dignité, créer des possibilités et assurer la sécurité? Où sont-ils donc les Canadiens que le gouvernement a sécurisés depuis 22 mois qu'il est au pouvoir? Où sont-ils donc les Canadiens dont la dignité a été rehaussée par les politiques du gouvernement actuel depuis son accession au pouvoir en février de 80? Quelles possibilités, quelle sécurité offre-t-il? Voilà ce que nous demandons. C'est pourtant ce qu'il avait promis. Plutôt que d'agir dans le secteur économique, les libéraux, avec l'aide des néo-démocrates, ont défait un gouvernement qui agissait dans ce sens-là, et ils l'ont remplacé. Et il l'a fait, à partir de ces promesses.

Je veux me reporter à la transcription d'une conférence de presse du premier ministre à Toronto ce jour-là c'est-à-dire le 12 janvier 1980. Voici un passage tiré de la page 5. Le premier ministre exposait, dans leurs grandes lignes, les cinq grands principes qui seraient appliqués si les libéraux étaient réélus. En voici le troisième:

... nous mettrons en œuvre une stratégie industrielle de développement qui créera des emplois, stimulera la croissance, et augmentera la participation et le contrôle canadiens.

Où est cette stratégie industrielle? Où est cette croissance qu'on devait déclencher? Lors du dernier trimestre qui vient de s'écouler, nous avons été témoins de la baisse du produit national brut. Où est cette stratégie industrielle qui devait procurer des emplois? La seule stratégie industrielle dont nous ayons vu la couleur a été de renflouer Massey-Ferguson ou Chrysler qui éprouvaient des ennuis de taille, et d'y sauver quelques emplois, mais non pas d'y créer de nouveaux. On nous a ensuite déclaré:

Le parti ne se contentera pas de l'immobilisme face à l'avènement de la récession. Nous lutterons contre ce fléau et le surmonterons.

Ce sont là les paroles du premier ministre en janvier 1980. Il ne comptait pas se croiser les bras devant l'avènement de la récession. «Nous lutterons contre ce fléau et le surmonterons.» De quelle façon le gouvernement lutte-t-il? Comment compte-t-il surmonter le problème? Est-ce avec le misérable projet de loi à l'étude maintenant, qui va aider une poignée de Canadiens, s'ils sont âgés de plus de 50 ans, ou de plus de 54 ans, et qu'ils travaillent dans un secteur désigné? Est-ce cette mesure qui constitue la grande lutte contre l'inflation? Le budget du 12 novembre est-il censé lutter contre la récession et la surmonter? Non, ce budget va plutôt alimenter la récession, et tous les observateurs sont de cet avis.

Le premier ministre a ajouté lors de la même conférence de presse:

Il nous faut accroître la puissance économique du Canada en consolidant chacune des régions. Nous favoriserons la mise en chantier de grands projets, qu'il s'agisse de pêche dans la région de l'Atlantique, de reconstruction des chemins de fer dans l'Ouest, de l'ouverture de nouvelles usines en Ontario et au Québec, ou de la mise en valeur des ressources et des possibilités commerciales de la Colombie-Britannique. Le gouvernement national se doit de construire, et non de démolir.

Dans quelle mesure cette promesse a-t-elle été tenue? Quelle région a-t-on consolidée? Quelle économie régionale du Canada le gouvernement a-t-il consolidée depuis son avène-

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

ment au pouvoir? Je peux vous assurer d'une chose: les mesures adoptées par le gouvernement ont affaibli la région de l'Atlantique et la province de Terre-Neuve; elles ont provoqué une ignoble conspiration dans le but d'écraser Terre-Neuve, car le gouvernement de cette province refuse de se soumettre aux quatre volontés du gouvernement fédéral. Le gouvernement avait l'occasion de favoriser l'expansion économique de Terre-Neuve ainsi qu'un projet dans ma circonscription, dont je vais vous parler brièvement encore une fois, et il s'agit du projet de construction d'un élévateur synchronisé pour le chantier naval de propriété fédérale à Saint-Jean, en Terre-Neuve. Il aurait pu nous aider en ce qui concerne ce chantier naval qui lui appartient et qui offre de grandes possibilités pour l'avenir. Ce chantier est exploité depuis la fin des années 1880. Le gouvernement du Canada l'a reçu en cadeau en 1949, au moment de l'entrée de notre province dans la Confédération. En 1978, le gouvernement actuel avait promis de financer la construction d'un portique triple, ce qui aurait permis à ce chantier naval de poursuivre ses activités et de prospérer, de sauvegarder les 350 emplois et même d'en créer 150 autres. Pourtant, au lieu de respecter cet engagement et de dépenser l'argent que le gouvernement conservateur avait prévu à cette fin, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) et le ministre du Revenu National (M. Rompkey) se sont servis de l'argent à d'autres fins et ont annulé l'aide fédérale accordée à ce chantier naval de Saint-Jean, qui appartient au gouvernement fédéral. Ils s'en sont remis au gouvernement provincial, et mardi dernier, le 8 décembre, le gouvernement de Saint-Jean annonçait un projet de 30 millions de dollars pour le chantier naval fédéral de Saint-Jean. C'est la province qui va avancer 10 millions sous forme de prêts et de subvention des frais d'intérêt, afin que le CN, qui exploite ce chantier naval au nom du gouvernement fédéral, puisse accorder les contrats pour la construction du synchrolift.

C'est ce gouvernement qui a promis d'accroître la puissance économique du Canada en renforçant chacune des régions. Il a délibérément tenté de nuire à la région de Terre-Neuve parce qu'il n'approuve pas la politique ni les déclarations du gouvernement terre-neuvien, gouvernement qu'il a forcé à financer, malgré ses très faibles ressources, un chantier naval fédéral situé à Saint-Jean, afin que celui-ci survive, que les 350 emplois qu'il procure soient préservés et que 150 autres soient créés. Si ce n'est pas là un acte de la plus honteuse lâcheté économique de la part du gouvernement canadien, je me demande bien ce que c'est. Ce geste politique est sans aucun doute le plus déloyal d'un gouvernement qui a été élu parce qu'il promettait d'accroître la puissance économique du Canada en renforçant chacune des régions.

Eh bien, pendant que nous parlons de la région de Terre-Neuve, abordons un autre sujet pertinent, à savoir les prétendus accords du MEER. Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. De Bané) n'est jamais là pour répondre aux questions de la Chambre et il s'est fixé comme principe de ne jamais signer d'accords.

M. Caccia: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je signale au député que le ministre qu'il vient de mentionner était à sa place pendant la période des questions aujourd'hui.